

ASS/GF/II/MG

2024-122

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 15 NOVEMBRE 2024**

<b>OBJET: Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 15 novembre 2024</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 30 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le quinze novembre à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Françoise BAROUSSE, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

M. Jean-Claude LAVAUD à Mme Martine JAFFUS, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Thierry CAUMEIL à M. Alain-Marc GARCIA, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Françoise BAROUSSE à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Alain-Marc GARCIA

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20241115-2024-122-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/11/2024  
Publication : 19/11/2024

Pour le Maire



## PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 22 OCTOBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-deux octobre à 18 heures et 30 minutes, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

### Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN (à partir de 18h44), Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Marie-Claude MARTINEZ

### Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sylvie FUMET, Mme Sophie BIRKENER, M. Didier JULIAN (jusqu'à 18h44), M. Laurent ROUGÉ, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Béatrice ARNAUD

### Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, M. Alain-Marc GARCIA à Mme Sabrina FITO, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Didier JULIAN à M. Thierry CAUMEIL, M. Fabrice CASTELEYN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Béatrice ARNAUD à M. Rémi PÉNAVAIRE

### QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sylvie DANRÉ

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

## **Ordre du jour**

### **Fonctionnement des institutions communales**

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 septembre 2024
2. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

### **Gestion des services publics**

3. Rapport sur le Prix et la Qualité du Service de l'Eau potable et de l'Assainissement pour l'exercice 2023 – Annexe

### **Gestion du domaine foncier communal**

4. Procédure de transfert d'office des voies, espaces libres et réseaux du lotissement « Lo Vi Nouvel » dans le domaine public communal – Annexe
5. Procédure de transfert d'office des voies, espaces libres et réseaux du lotissement « Vidal » dans le domaine public communal – Annexe
6. Intégration des voies, réseaux et espaces libres du lotissement « Le clos de Bacchus 3 » dans le domaine public communal
7. Acquisition de la parcelle AO n° 381 en vue d'une intégration future dans le domaine public communal – Annexes
8. Acquisition de la parcelle AY 0054 en vue d'une intégration future dans le domaine public communal – Annexe
9. Convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS sur les parcelles cadastrées E 214-215-216-217 – Annexe

### **Économie et commerce de proximité**

10. Annulation d'une aide au soutien à l'installation pérenne d'une entreprise artisanale en centre-ville

### **Finances**

11. Décision modificative 2 – Budget principal

### **Ressources humaines**

12. Adhésion au service des missions temporaires du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aude – Annexe

### **Éducation, animation et jeunesse**

13. Protocole de communication et d'échange d'informations sur l'évitement scolaire entre le parquet, la Caisse d'allocations familiales de l'Aude, la mairie de Lézignan-Corbières et la Direction académique des services de l'éducation nationale de l'Aude – Annexe

### **Questions diverses**

**NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE**

**DOSSIER N° 1**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICESTHÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALESOBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2024RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA**Voir le dossier envoyé****DOSSIER N° 2**

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 OCTOBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICESTHÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALESRAPPORTEUR : GÉRARD FORCADAOBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2024-64	30/08/2024	Convention portant mise à disposition de logement meublé communal, à titre précaire et gracieux, entre la Commune de Lézignan-Corbières et les maîtres-nageurs sauveteurs recrutés pour la piscine municipale, pendant la durée de leur contrat. À la suite d'une situation d'urgence, la Commune a dû mettre à disposition d'une tierce personne le logement situé, 8 rue de Lavoisier, qui avait été initialement prévu pour Mme Claudine CANCE. La commune lui a attribué, du 31 août au 1er octobre, le logement situé dans la Résidence « Les Pensées » 6 rue du Château (Place Cabrié) à Lézignan-Corbières.
2024-65	16/09/2024	Contrat de prestation entre la commune de Lézignan-Corbières et la société AGORASTORE qui propose un service de ventes aux enchères publiques en ligne. Le contrat en cours se termine le 15 octobre 2024. Le nouveau contrat aura une durée d'un an, renouvelable chaque année tacitement sans pouvoir dépasser quatre ans. La mise en ligne de biens à vendre se fait sans frais.
2024-66	18/09/2024	Convention relative à des opérations de diagnostics d'archéologie préventive entre la commune de Lézignan-Corbières et l'INRAP avant la réalisation de travaux sur le Cours de la République. Cette convention a pour objet de définir les modalités de réalisation de recherches archéologiques préventives ainsi que les droits et obligations respectifs des parties. La date du début de l'opération a été fixée au 14 octobre 2024.
2024-67	19/09/2024	Convention de prestations de services entre la commune de Lézignan-Corbières et la société BODET CAMPANAIRE pour l'électrification des cloches en fausse volée de l'église Saint-Félix de Lézignan-Corbières. Cette prestation sera réalisée pour un montant total de 6 690,20 euros HT (8 024,24 euros TTC).

2024-68	19/09/2024	Convention de prestations de services entre la commune de Lézignan-Corbières et la société BODET CAMPANAIRE pour une prestation de maintenance de la gestion connectée des cloches de l'église Saint-Félix de Lézignan-Corbières. La durée du contrat est de 48 mois et son montant total de 1 667,80 euros HT (2 001,36 euros TTC).
2024-69	23/09/2024	Convention de prestations de services entre la commune de Lézignan-Corbières et la société Lexis-Nexis relative à un abonnement à la solution numérique Lexis 360° Intelligence afin de recourir à des bases de données de nature juridique. Cette convention de prestations de services est signée pour un montant mensuel de 496,96 euros HT (596,35 euros TTC).
2024-70	23/09/2024	Convention de prestations de services entre la commune de Lézignan-Corbières et la société Lexis-Nexis relative à un abonnement à la solution « IA générative juridique » associée à la solution « Lexis 360° Intelligence ». Cette convention de prestations de services est signée pour un montant mensuel de 105,67 euros HT (126,80 euros TTC). La durée de la convention sera dans un premier temps de trois mois, soit du 1er octobre au 31 décembre 2024.
2024-71	23/09/2024	Exercice du droit de préemption urbain sur une parcelle cadastrée AD370 sise 7 rue Laménais. Acquisition par la commune de cette propriété afin de réaliser une réserve foncière dans le cadre du projet de requalification et de redynamisation du centre ancien de Lézignan-Corbières. Cette acquisition d'un bien immobilier se fait pour un montant de 65 000 euros.
2024-72	25/09/2024	Prolongation de l'autorisation d'occupation temporaire du terrain de camping municipal par la SARL "Camping la Pinède" afin d'y entreposer les biens de la société jusqu'au terme de la procédure de délégation de service public débutée le 29 avril 2024. Cette prolongation est valable jusqu'au 30 novembre 2024.
2024-73	26/09/2024	Convention de mise à disposition d'un bien communal public précaire entre la Commune et Mr NS : maison individuelle située 6 rue du château, à titre précaire et gracieux ; à partir du 01 octobre 2024, pour une durée d'un mois.
2024-74	30/09/2024	Convention de prestation de services entre la commune de Lézignan-Corbières et la société MLV pour un montant de 1450 euros HT (1 740 euros TTC). Convention de prestation de services consistant en une assistance de la commune durant les réunions de négociations avec les candidats retenus par la Commission de délégation de service public le mardi 24 septembre 2024 (Frais de déplacement et participation aux auditions des candidats)
2024-75	14/10/2024	Convention d'honoraires entre la commune de Lézignan-Corbières et la SCP Céline MARTINEZ et Laurine JAFFUS-LEFRÈNE pour la réalisation d'un procès-verbal de constat de l'occupation sans droit ni titre du parking du terrain communal du stade de Gaujac depuis le 7 octobre 2024 par des membres de la communauté des gens du voyage. Cette prestation a été effectuée pour un montant de 356,40 euros HT (427,67 euros TTC).

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

### **DOSSIER N° 3**

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 OCTOBRE 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DES SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'EXERCICE 2023 – ANNEXE

Vu l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article D. 2224-1 à D. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 213-2 du Code de l'environnement ;

Vu l'article L. 3131-5 du Code de la commande publique ;

Vu le RPQS établi pour l'exercice 2023 ci-annexé ;

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 14 octobre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la Commission de contrôle financier des délégations de services publics en date du 14 octobre 2024 ;

En vertu de l'article L. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), tout service en charge de tout ou partie des missions de l'eau potable ou de l'assainissement doit soumettre pour avis à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité de Service (RPQS).

En effet, ce document a pour objectif de rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée. Afin de répondre aux exigences de transparence envers les usagers, ce RPQS doit retracer les indicateurs techniques et financiers regroupés suivant les thèmes ci-dessous :

- Caractérisation technique du service
- Tarification de l'eau et recette du service
- Indicateur de performance
- Financement des investissements
- Action de solidarité et de la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

La commune de Lézignan-Corbières étant une collectivité délégante sur son territoire pour l'eau potable (production et distribution) et l'assainissement collectif des eaux usées (collecte et traitement), un seul RPQS est présenté pour ces deux compétences conformément aux dispositions de l'article D. 2224-2 du CCGT.

Il est donc proposé au conseil municipal :

**1/ D'approuver** le Rapport sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en Eau Potable et d'Assainissement collectif pour l'exercice 2023 annexé à la présente.

**2/ D'autoriser** la mise à disposition du public de ce rapport sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'assainissement dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.

**3/ D'autoriser** sa transmission par voie électronique au système d'information mentionné à l'article L. 213-2 du Code de l'environnement.

Il convient d'en délibérer.

### **DOSSIER N° 4**

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 OCTOBRE 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

**OBJET : PROCÉDURE DE TRANSFERT D'OFFICE DES VOIES, ESPACES LIBRES ET RÉSEAUX DU LOTISSEMENT « LO VI NOUVEL » DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL – ANNEXE**

Vu l'article L. 318-3 et R. 318-10 du Code de l'urbanisme,

Vu l'article R. 141-3 du Code de la voirie routière,

Vu les articles L. 134-1 à L. 134-35 du Code des relations entre le public et l'administration,

Les voies et espaces libres du lotissement « Lo Vi Nouvel », rues Leo Ferré et Claude Nougaro, à Lézignan-Corbières, ont vocation à être utilisés par tous les usagers, au-delà des seuls riverains.

D'autre part, plus de 90 % des lots de ce lotissement destinés à l'habitation individuelle sont construits.

La commune de Lézignan-Corbières, après avoir été sollicitée par la société MARCOU HABITAT, souhaite procéder à l'intégration du lotissement « Lo Vi Nouvel » dans le domaine public communal.

La procédure de l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme prévoit que cette intégration puisse être réalisée d'office, après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale, et sans indemnité.

Une fois l'enquête publique terminée, le Conseil municipal devra donner son avis sur le projet dans un délai de quatre mois.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le recours à la procédure de transfert d'office des voies, espaces libres et réseaux du lotissement « Lo Vi Nouvel » dans le domaine public communal.

**2/ D'approuver** l'organisation d'une enquête publique préalable à l'intégration des voies, espaces libres et réseaux du lotissement « Lo Vi Nouvel » au domaine public communal, conformément aux dispositions du Code des relations entre le public et l'administration.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**DOSSIER N° 5**

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 OCTOBRE 2024

**PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES**

**THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL**

**RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER**

**OBJET : PROCÉDURE DE TRANSFERT D'OFFICE DES VOIES, ESPACES LIBRES ET RÉSEAUX DU LOTISSEMENT « VIDAL » DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL – ANNEXE**

Vu l'article L. 318-3 et R. 318-10 du Code de l'urbanisme,

Vu l'article R. 141-3 du Code de la voirie routière,

Vu les articles L. 134-1 à L. 134-35 du Code des relations entre le public et l'administration,

Les voies et espaces libres et réseaux du lotissement « Vidal », rues Peïre Vidal à Lézignan-Corbières, ont vocation à être utilisés par tous les usagers, au-delà des seuls riverains.

D'autre part, plus de 90 % des lots de ce lotissement destinés à l'habitation individuelle sont construits.

La commune de Lézignan-Corbières, après avoir été sollicitée par le lotisseur M. Jean-Jacques SALLES, souhaite procéder à l'intégration du lotissement « Vidal » dans le domaine public communal.



La procédure de l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme prévoit que cette intégration puisse être réalisée d'office, après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale, et sans indemnité.

Une fois l'enquête publique terminée, le Conseil municipal devra donner son avis sur le projet dans un délai de quatre mois.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le recours à la procédure de transfert d'office des voies, espaces libres et réseaux du lotissement « Vidal » dans le domaine public communal.

**2/ D'approuver** l'organisation d'une enquête publique préalable à l'intégration des voies, espaces libres et réseaux du lotissement « Vidal » au domaine public communal, conformément aux dispositions du Code des relations entre le public et l'administration.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 6**

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 OCTOBRE 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GUY VIVES

OBJET : INTÉGRATION DES VOIES, RÉSEAUX ET ESPACES LIBRES DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU LOTISSEMENT « LE CLOS DE BACCHUS 3 »

Vu l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme,

Vu les délibérations n° 2023-94 en date du 27 juin 2023 et n° 2023-156 en date du 8 décembre 2023 relatives à la procédure d'intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « Le clos de Bacchus 3 »,

Vu l'arrêté du Maire n° 2024-024 en date du 11 janvier 2024 prescrivant l'enquête publique,

Vu le rapport du Commissaire Enquêteur,

Le 8 décembre 2023, le Conseil municipal a accepté le principe de l'incorporation dans le domaine public communal des parcelles cadastrées AV n° 216, 217, 218 et 219, constituant les voiries, les réseaux, le bassin de rétention et les espaces verts du lotissement « Le clos de Bacchus 3 ».

Cette intégration avait été demandée par le président de l'association syndicale libre, M. Habib TAHRI.

Les conditions pour cette intégration sont les suivantes : les parcelles concernées ont vocation à être utilisées par tous les usagers, au-delà des riverains, et aucune opposition de la part des copropriétaires des voies et espaces libres de ce lotissement n'a été exprimée durant l'enquête publique.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'émettre** un avis favorable à l'intégration dans le domaine public communal des voies, réseaux, bassin de rétention et espaces libres du lotissement « Le clos de Bacchus 3 ».

**2/ De prononcer** le transfert et le classement dans le domaine public communal sans indemnité des parcelles concernées.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à désigner un notaire pour la réalisation de l'acte authentique et à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 7**

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 OCTOBRE 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : ACQUISITION DE LA PARCELLE AO N° 381 EN VUE D'UNE INTÉGRATION FUTURE DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL – ANNEXES

Vu l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la proposition de la société GB IMMO, agissant en tant que promoteur pour la construction de l'EHPAD ANTINEA, de céder à la commune la partie de l'unité foncière au-delà de l'alignement défini par l'arrêté municipal n° 2024-051 sur la rue Gérard Philippe représentant environ 137 m<sup>2</sup> aujourd'hui propriété de la SCI LEZIGNAN et cadastrée section AO n° 381,  
Vu l'arrêté individuel d'alignement n° 2024-051, l'extrait du plan cadastral, les plans de division et l'acte de vente,

L'acquisition par la commune du terrain désigné, voué à intégrer le domaine public communal, permettra la construction d'un trottoir, en vue d'assurer la continuité piétonne sur le côté pair de la rue Gérard Philippe.

La cession de ce terrain est consentie par la SCI LÉZIGNAN pour un euro symbolique.

La totalité des frais d'acte et autres taxations liés à la cession de ce terrain sont à la charge du vendeur, étant précisé qu'il est prévu que la société GB IMMO cèdera également à terme et dans les mêmes conditions la parcelle cadastrée section AO n° 383.

Il est proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** l'acquisition par la commune de Lézignan-Corbières de la parcelle cadastrée AO n° 381 pour un euro symbolique.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet dont l'acte notarié à venir, étant précisé que l'acquisition devra être effective avant le 31 décembre 2024 ; dans le cas contraire la présente délibération deviendra caduque.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 8**

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 OCTOBRE 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : ACQUISITION PAR LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES DE LA PARCELLE AY N° 0054 EN VUE D'UNE INTÉGRATION FUTURE DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL – ANNEXES

Vu l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le courrier adressé par M. Gérard GUEGLIO au Maire de la commune,

M. Gérard GUEGLIO souhaite céder à la commune de Lézignan-Corbières la parcelle cadastrée section AY numéro 0054 d'une superficie de 70 m<sup>2</sup>.

Cette parcelle a déjà été aménagée par la ville pour en faire un trottoir et est vouée à être intégrée au domaine public communal.

Il est proposé au Conseil Municipal :

**1/ D'approuver** l'acquisition par la commune de Lézignan-Corbières de la parcelle cadastrée AY n° 0054 pour un euro symbolique.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet dont l'acte notarié à venir, étant précisé que la totalité des frais relatifs à cette mutation seront

à la charge de la commune. L'acquisition devra être effective avant le 31 décembre 2024 ; dans le cas contraire, la présente délibération deviendra caduque.  
Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 9**

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 OCTOBRE 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GUY VIVES

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ÉNÉDIS SUR LES PARCELLES CADASTRÉES E 214-215-216-217 – ANNEXE

Vu les articles L. 2122-4, L. 2131-1 et L. 2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Vu les articles R. 323-1 à D. 323-16 du Code de l'énergie ;

Vu le projet de convention de servitudes ci-annexé ;

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, des travaux envisagés par ÉNÉDIS doivent être effectués en empruntant les parcelles cadastrées E 214-215-216-217. Ces parcelles appartiennent au domaine privé communal.

Cette opération permettra d'individualiser l'abonnement pour la fourniture d'électricité du logement de gardien du site de Gaujac.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la convention de servitude de passage annexée à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer l'acte authentique constituant une convention de servitude devant notaire, ainsi que toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 10**

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 OCTOBRE 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

RAPPORTEUR : SYLVIE DANRÉ

OBJET : ANNULATION D'UNE AIDE AU SOUTIEN À L'INSTALLATION PÉRENNE D'UNE ENTREPRISE ARTISANALE EN CENTRE-VILLE

Par les délibérations n° 2018-031 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le Conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 euros dont la première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après 12 mois.

Lors de sa séance du 10 septembre 2024, l'assemblée délibérante a approuvé la demande de premier versement de l'aide directe à l'entreprise « Toulouse Electricité » implantée 36 bis rue de Verdun\*. Le dossier était réputé complet

Or, il s'avère que cette entreprise de travaux d'électricité, gérée par M. Guillaume DENIS, a cessé ses activités depuis cette délibération.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'annuler** la décision de versement de la 1<sup>ère</sup> partie de l'aide à l'installation attribuée le 10 septembre dernier à la société « Toulouse Electricité » d'un montant de 1 500 euros.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

---

\*NB : la précédente délibération du 10 septembre dernier, ainsi que la note de synthèse qui a été transmise comportaient une erreur d'adresse. Il s'agit non du 42 avenue Wilson, mais du 36 bis rue de Verdun.

## **DOSSIER 11**

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 OCTOBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THEME : FINANCES

OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 – BUDGET PRINCIPAL

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2313-1 ;

Vu la délibération n° 2024-052 du 11 avril 2024 approuvant le Budget principal et les Budgets annexes Eau potable et Assainissement de l'exercice comptable 2024 ;

La décision modificative n°2 reprend des modifications budgétaires qui s'équilibrent à **+ 290 000 euros** :

<b>BUDGET PRINCIPAL</b>	<b>DÉPENSES EN EUROS</b>	<b>RECETTES EN EUROS</b>
FONCTIONNEMENT	60 000,00	60 000,00
INVESTISSEMENT	230 000,00	230 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>290 000,00</b>	<b>290 000,00</b>

<b>DONT ÉCRITURES RÉELLES</b>	<b>DÉPENSES EN EUROS</b>	<b>RECETTES EN EUROS</b>
FONCTIONNEMENT	0,00	60 000,00
INVESTISSEMENT	230 000,00	170 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>230 000,00</b>	<b>230 000,00</b>

<b>DONT ÉCRITURES D'ORDRE</b>	<b>DÉPENSES EN EUROS</b>	<b>RECETTES EN EUROS</b>
FONCTIONNEMENT	60 000,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	60 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>

Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses et en recettes à hauteur de **+ 290 000 euros**.

Le tableau synthétique ci-après présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative n° 2

## **DOSSIER N° 12**

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 OCTOBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : ADHÉSION AU SERVICE DES MISSIONS TEMPORAIRES DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'AUDE – ANNEXE

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Conseil d'administration n° DE-CA-2021-33 portant sur la tarification des prestations du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aude en date du 10 novembre 2021,

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aude propose un service de remplacement et renfort permettant aux collectivités du département de bénéficier, à leur demande, de l'affectation de personnel en vue de pallier l'absence momentanée de l'un de leurs agents et de pouvoir assurer des missions temporaires de renfort pour leurs services.

Pour bénéficier de ce service, M. le Maire propose à l'assemblée délibérante :

-De pouvoir recourir, en cas de besoin, au service de remplacement et renfort proposé par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aude.

-De contracter une convention-cadre d'adhésion au service, proposé par le Centre de Gestion et d'engager toute démarche nécessaire à l'intervention, en tant que de besoin, d'un agent de remplacement et renfort dans les services de la commune.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** l'adhésion de la commune à la convention cadre au service « Missions temporaires » du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aude annexée à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à procéder à la signature de la convention et de tout acte permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

**3/ D'inscrire au budget** les crédits correspondants.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 13**

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 OCTOBRE 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : PROTOCOLE DE COMMUNICATION ET D'ÉCHANGE D'INFORMATIONS SUR L'ÉVITEMENT SCOLAIRE ENTRE LE PARQUET, LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'AUDE, LA MAIRIE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES ET LA DIRECTION ACADÉMIQUE DES SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE L'AUDE – ANNEXE

Vu le règlement UE 2016/679 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Vu la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu les articles L. 131-1 et suivants du Code de l'éducation,  
Vu les articles L. 512-2 et suivants du Code de la sécurité sociale,  
Vu les article 227-17 et 227-17-1 du Code pénal,

L'accès des enfants au savoir est un droit fondamental dont il est essentiel de garantir la bonne mise en œuvre. L'école en constitue l'un des principaux enjeux. C'est la raison pour laquelle l'article 131-5 du code de l'éducation prescrit que « chaque enfant est inscrit soit dans la commune où ses parents ont une résidence, soit dans celle du domicile de la personne qui en a la garde, soit dans celle où est situé un établissement ou une section d'établissement destinés plus particulièrement aux enfants de Français établis hors de France ».

Cette obligation scolaire se traduit par l'inscription des enfants dans un établissement d'enseignement public ou privé. Il peut y être dérogé par une instruction à domicile dans les seuls cas suivants :

- Nécessité liée à l'état de santé de l'enfant ou son handicap ;
- La pratique d'activités sportives ou artistiques intensives ;
- L'itinérance de la famille en France ou l'éloignement géographique de tout établissement scolaire public ;
- L'existence d'une situation propre à l'enfant motivant le projet éducatif, sous réserve que les personnes qui en sont responsables justifient de la capacité de la ou des personnes chargées d'instruire l'enfant à assurer l'instruction en famille dans le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant. Dans ce cas, la demande d'autorisation comporte une présentation écrite du projet éducatif, l'engagement d'assurer cette instruction majoritairement en langue française ainsi que les pièces justifiant de la capacité à assurer l'instruction en famille.

Une autorisation doit avoir été donnée par l'autorité de l'État compétente, en l'occurrence le directeur académique des services de l'éducation nationale du département de l'Aude pour la commune de Lézignan-Corbières.

La bonne scolarisation de l'enfant, quelle que soit ses modalités donne droit au versement de prestations familiales en lien avec l'entretien matériel et affectif de l'enfant (Article L512-3 §1 et 552-4 du Code de la Sécurité Sociale).

La présente convention intitulée « Protocole de communication et d'échange d'informations sur l'évitement scolaire entre le parquet, la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude, la mairie de Lézignan-Corbières et la Direction Académique des Services de l'Éducation Nationale de l'Aude » organise les modalités de contrôle de l'obligation de scolarisation des mineurs et des droits versés par la Caisse d'allocations familiales qui leurs sont associés. Elle fixe les conditions dans lesquelles s'organise l'indispensable échange d'informations entre l'ensemble des administrations concernées et précise les conséquences associées aux irrégularités constatées.

Les obligations du maire sont précisées dans l'article L. 131-6 du Code de l'éducation qui dispose : « Chaque année, à la rentrée scolaire, le maire dresse la liste de tous les enfants résidant dans sa commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire.

Les personnes responsables doivent y faire inscrire les enfants dont elles ont la garde. La liste des pièces qui peuvent être demandées à l'appui de cette demande d'inscription est fixée par décret.

Afin de procéder au recensement prévu au premier alinéa et d'améliorer le suivi de l'obligation d'assiduité scolaire, le maire peut mettre en œuvre un traitement automatisé de données à caractère personnel où sont enregistrées les données à caractère personnel relatives aux enfants en âge scolaire domiciliés dans la commune, qui lui sont transmises par les organismes chargés du versement des prestations familiales ainsi que par l'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation et par le directeur ou la directrice de l'établissement

d'enseignement ainsi qu'en cas d'exclusion temporaire ou définitive de l'établissement ou lorsqu'un élève inscrit dans un établissement le quitte en cours ou en fin d'année.

Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, détermine les conditions d'application du troisième alinéa. Il précise la liste des données à caractère personnel collectées, la durée de conservation de ces données, les modalités d'habilitation des destinataires ainsi que les conditions dans lesquelles les personnes intéressées peuvent exercer leur droit d'accès ».

Tenu de dresser la liste de tous les enfants résidant dans sa commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire, le maire dispose des informations suivantes : pour chaque enfant, les nom, prénom, date de naissance et sexe ; pour la personne civilement responsable de l'enfant qui est désignée comme « allocataire » : les nom, prénom et adresse.

Le maire doit donc :

- Solliciter la CAF à chaque rentrée et en tous les cas avant le 1<sup>er</sup> novembre pour la communication de la liste des enfants de la commune ouvrant droit au versement de prestations familiales et en âge d'obligation scolaire ;
- S'assurer que la liste lui est bien communiquée dans le délai d'un mois et faire un rappel en cas de retard de communication ;
- Vérifier auprès des chefs d'établissements que les enfants sont bien scolarisés ;
- Dans le délai d'un mois, dresser la liste de ceux qui ne sont pas scolarisés ;
- Informer le DASEN sans délai
- Certifier conforme cette information ;
- Faire retour sur la messagerie de la liste des enfants qui ne sont pas scolarisés après confirmation de non-scolarisation par le DASEN, en communiquant les informations suivantes : nom, prénom, date de naissance de l'enfant concerné ainsi que les nom, prénom, adresse des parents ou représentants légaux ;

Le maire s'engage également à :

- Respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et au règlement UE 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (« RGPD ») et la loi informatique et libertés modifiée.
- Veiller au chiffrement du fichier avant sa transmission par courriel avec accusé réception du gestionnaire de l'adresse de messagerie destinataire. La clef de déchiffrement sera communiquée séparément par un canal de contact autonome.
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir le niveau de sécurité adapté à la préservation de la confidentialité des informations
- Utiliser les données uniquement et strictement dans le cadre de la finalité définie par l'article L131-6 du code de l'éducation et à garantir tout détournement de finalité ainsi que l'intégrité des données utilisées dans le cadre de la présente convention.
- Se conformer aux dispositions du RGPD et en particulier à signaler toute violation de donnée.
- Détruire les fichiers nominatifs une fois leur exploitation réalisée à l'exception des données transmises dans le cadre d'un signalement au procureur de la République.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le protocole annexé à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **TENEUR DES DISCUSSIONS**



**Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h et 30 minutes.**

**M. FORCADA :** Bonsoir à tous, la secrétaire de séance ce soir est Sylvie DANRÉ. Elle va procéder à l'appel. Merci, Sylvie. *[Il est procédé à l'appel des présents.]*

**M. FORCADA :** Parfait. Le quorum est atteint. Donc j'ouvre la séance du Conseil municipal.

## **1 – Approbation du PV de la séance du Conseil municipal du 25 juin 2024**

**M. FORCADA :** Première partie, donc l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 septembre 2024. Y a-t-il des observations ? Des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

## **2 – Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal**

**M. FORCADA :** Deuxième dossier, la liste des décisions du Maire :

- Première décision : C'est la convention portant mise à disposition de logement meublé toujours au niveau du 8 rue Lavoisier qui avait été initialement prévu pour Mme Claudine CANCE. La commune lui a attribué, du 31 août au 1er octobre, le logement situé dans la Résidence « Les Pensées » 6 rue du Château (Place Cabrié) à Lézignan-Corbières.
- La deuxième, c'est le contrat de prestation entre la commune et la société AGORASTORE qui propose un service de ventes aux enchères publiques en ligne. Le contrat en cours se termine le 15 octobre 2024. Donc nous le renouvelons pour une durée d'un an comme chaque année. Donc tacitement reportable, sans pouvoir dépasser 4 ans. La mise en ligne de biens à vendre se fait sans frais.
- Convention relative à des opérations de diagnostics d'archéologie préventive. C'est la mise à disposition, bien sûr, du site en faveur de l'INRAP pour la période du 14 octobre jusqu'à la première semaine du mois de novembre.
- Convention de prestations de services entre la commune et la société BODET CAMPANAIRE pour l'électrification des cloches en fausse volée dans le cadre des travaux de l'église. Cette prestation sera réalisée pour un montant total de 6 690,20 euros HT.
- Et pour la même entreprise, c'est pour l'entretien annuel : 1 667,80 euros HT également.
- Convention de prestations de services entre la commune et la société Lexis-Nexis. C'est pour l'intelligence artificielle également, pour la partie juridique, un abonnement pour la solution numérique. Montant : 496,96 € HT.
- Et toujours pour la même société, une convention pour utiliser l'intelligence artificielle, puisque ça devient de plus en plus d'actualité pour un montant mensuel de 105,67 euros HT toujours du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2024.
- Un exercice du droit de préemption urbain sur une parcelle qui est sise 7 rue Laménais. Acquisition par la commune afin de réaliser toujours une réserve foncière dans le cadre du projet de requalification et de redynamisation du centre ancien de Lézignan. Acquisition d'un bien immobilier pour un montant de 65 000 euros

- Prolongation de l'autorisation d'occupation temporaire du terrain de camping municipal par la SARL « Camping la Pinède » afin d'y entreposer les biens de la société jusqu'au terme de la procédure de délégation de service public débutée le 29 avril 2024, valable jusqu'au 30 novembre 2024.
- Une convention de mise à disposition d'un bien public à titre précaire entre la Commune et les maîtres-nageurs : maison individuelle située 6 rue du château, à titre précaire et gracieux ; à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2024, pour une durée d'un mois.
- Convention de prestation de services entre la commune de Lézignan-Corbières et la société MLV pour un montant de 1 450 euros HT. Convention de prestation de services consistant en une assistance de la commune durant les réunions de négociations avec les candidats retenus par la Commission de délégation de service public le mardi 24 septembre 2024 (Frais de déplacement et de participation aux auditions des candidats) pour le camping.
- Convention d'honoraires entre la commune et la Société d'Huissiers, Céline MARTINEZ et Laurine JAFFUS-LEFRÈNE pour la réalisation d'un procès-verbal de constat de l'occupation sans droit ni titre du parking du terrain communal du stade de Gaujac, depuis le 7 octobre 2024 par les gens du voyage. Prestation : 356,40 euros HT.

Voilà pour les décisions dont je vous rends compte.

### **Le Conseil municipal prend acte sans observation**

### **3 – Rapport sur le Prix et la Qualité du Service de l'Eau potable et de l'Assainissement pour l'exercice 2023 – Annexe I**

**M. MASUYER :** Mesdames, Messieurs, bonsoir, rapport sur le Prix et la Qualité du Service de l'Eau potable et de l'Assainissement pour l'exercice 2023. Les différents articles du Code Général des Collectivités Territoriales, du Code Général des Collectivités de l'Environnement, du Code de la commande publique, vu les RPQS 2023 ci-annexés,

Vu l'avis favorable de la Commission consultative des services publics locaux en date du 14 octobre 2024,

Vu l'avis favorable de la Commission de contrôle financier des délégations de service public, en date du 14 octobre 2024,

En vertu de l'article L2224-5 du CGCT, tout service en charge de tout ou partie des missions de l'eau potable ou de l'assainissement, doit soumettre, pour avis, à l'assemblée délibérante, dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, un rapport annuel sur le prix et la qualité de service. En effet, ce document a pour objectif de rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée.

Afin de répondre aux exigences de transparence envers les usagers, ce RPQS doit retracer les indicateurs techniques et financiers regroupés sur les thèmes ci-dessous :

- Caractérisations techniques du service,
- Tarification de l'eau et recettes du service,
- Indicateurs de performance,
- Financement des investissements,
- Actions de solidarité et de la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.

La commune de Lézignan-Corbières étant une collectivité délégante sur son territoire pour l'eau potable, la production et la distribution, et l'assainissement collectif des eaux usées (collecte et traitement), un seul RPQS est présenté pour ces deux compétences, conformément aux dispositions de l'article D2224-2 du CGCT.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le rapport sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable et d'assainissement collectif pour l'exercice 2023, annexé à la présente,

D'autorisation la mise à disposition du public de ce rapport sur le prix et la qualité des services de l'eau potable et de l'assainissement, dans les conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoires,

D'autoriser sa transmission par voie électronique au système d'information mentionné à l'article 213-2 du Code de l'environnement.

Il convient d'en délibérer.

Avant, pour information, il est à noter que le rendement du réseau est meilleur qu'en 2022. Il est passé de 74,4 à 76,9. Donc moins de fuites. Amélioration du réseau, alors que le rendement fixé par le Grenelle est de 69 %. J'ai encore un chiffre à vous donner, c'est sur les prélèvements effectués par l'ARS, 100 % se sont avérés conformes au point de vue de la microbiologie et de la physico-chimie. Donc, en principe, l'eau est bonne.

Alors, il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Merci pour cette précision. Avez-vous des questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

**4 – Procédure de transfert d'office des voies, espaces libres et réseaux du lotissement « Lo Vi Nouvel » dans le domaine public communal – Annexe**

**M. MASUYER :** Donc là, c'est une procédure de transfert d'office des voies, espaces libres et réseaux du lotissement « Lo Vi Nouvel » dans le domaine public communal.

Vu les différents articles du Code de l'urbanisme, du Code de la voirie routière, du Code des relations entre le public et l'administration, les voies et espaces libres du lotissement, « Lo Vi Nouvel » rue Léo Ferré et Claude Nougaro, à Lézignan-Corbières, ont vocation à être utilisées par tous les usagers, au-delà des seuls riverains.

D'autre part, plus de 90 % des lots de ce lotissement destinés à l'habitation individuelle sont construits.

La commune de Lézignan-Corbières, après avoir été sollicitée par la Société MARCOU HABITAT, souhaite procéder à l'intégration du lotissement « Lo Vi Nouvel », dans le domaine public communal.

La procédure de l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme prévoit que cette intégration puisse être réalisée d'office, après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la Collectivité territoriale et sans indemnité. Une fois l'enquête publique terminée, le Conseil municipal devra donner son avis sur le projet, dans un délai de 4 mois.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal

D'approuver le recours à la procédure de transfert d'office des voies, espaces libres et réseaux du lotissement « Lo Vi Nouvel » dans le domaine public communal.

D'approuver l'organisation d'une enquête publique préalable à l'intégration des voies espaces libres et réseaux du lotissement « Lo Vi Nouvel » dans le domaine public communal, conformément aux dispositions du Code des relations entre le public et l'administration.

D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Merci. Des questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Merci.

N° 5, toujours M. MASUYER.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

**5 – Procédure de transfert d'office des voies, espaces libres et réseaux du lotissement « Vidal » dans le domaine public communal – Annexe**

**M. MASUYER :** Vu les articles du Code de l'urbanisme, du Code de la voirie routière et du Code des relations entre le public et l'administration, les voies, l'espace libre et réseaux du lotissement « Vidal », rue Peïre Vidal à Lézignan-Corbières en vocation à être utilisées par tous les usagers au-delà des seuls riverains.

D'autre part, plus de 90 % des lots de ce lotissement destinés à l'habitation individuelle sont construits.

La commune de Lézignan-Corbières, après avoir été sollicitée par le lotisseur, M. Jean-Jacques SALE souhaite procéder à l'intégration du lotissement « Vidal » dans le domaine public communal.

La procédure de l'article L318-3 du Code de l'urbanisme prévoit que cette intégration puisse être réalisée d'office, après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale et sans indemnités. Une fois l'enquête publique terminée, le Conseil municipal devra donner son avis sur le projet, dans un délai de 4 mois.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le recours à la procédure de transfert d'office des voies, espaces libres et réseaux du lotissement « Vidal » dans le domaine public communal,
- D'approuver l'organisation d'une enquête publique préalable à l'intégration des voies, espaces libres et réseaux du lotissement Vidal, au domaine public communal conformément aux dispositions du Code des relations entre le public et l'administration.
- Enfin, d'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Merci. Des questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

M. Didier JULIAN vient d'arriver. Donc nous l'intégrons dans le Conseil municipal. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

**6 – Intégration des voies, réseaux et espaces libres du lotissement « Le clos de Bacchus 3 » dans le domaine public communal**

**M. MASUYER :** Alors un petit peu différent, là c'est une intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « Le clos de Bacchus 3 ».

Vu les articles du Code de l'urbanisme, des délibérations n° 2023-94 du 27 juin 2023 et 2023-156 en date du 8 décembre 2023, relatifs à la procédure d'intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « Le clos de Bacchus 3 ».

Vu l'arrêté du Maire 2024-024 en date du 11 janvier 2024, prescrivant l'enquête publique et,

Vu le rapport du Commissaire enquêteur,

Le 8 décembre 2023, le Conseil municipal a accepté le principe de l'incorporation dans le domaine public communal des parcelles cadastrées AV N° 216, 217, 218 et 219 constituant les voies et les réseaux, le bassin de rétention et les espaces verts du lotissement « Le Clos de Bacchus 3 ».

Cette intégration avait été demandée par le Président de l'Association Syndicale Libre, Monsieur Habib TAHRI. Les conditions pour cette intégration sont les suivantes :

- Les parcelles concernées ont vocation à être utilisées par tous les usagers, au-delà des riverains et aucune opposition de la part des copropriétaires des voies et espaces libres de ce lotissement n'a été exprimée durant l'enquête publique.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable à l'intégration dans le domaine public communal, des voies, réseaux, bassin de rétention et espaces libres du lotissement « Le Clos de Bacchus 3 ».
- De prononcer le transfert et le classement dans le domaine public communal, sans indemnités des personnes concernées.
- D'autoriser M. le Maire à désigner un notaire pour la réalisation de l'acte authentique et à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Merci. Des questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

## **7 – Acquisition de la parcelle AO N° 381 en vue d'une intégration future dans le domaine public communal – Annexes**

**M. MASUYER :** Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la proposition de la Société GB IMMO agissant en tant que promoteur pour la construction d'un EHPAD ANTINÉA, de céder à la commune la partie de l'unité foncière au-delà de l'alignement défini par l'arrêté municipal n° 2024-051 sur la rue Gérard Philippe, représentant environ 137 m², aujourd'hui propriété de la SCI LÉZIGNAN et cadastrée AO N° 381,

Vu l'arrêté individuel d'alignement n° 2024-051, y extrait du plan cadastral, les plans de division et l'acte de vente.

L'acquisition par la commune du terrain désigné, voué à intégrer le domaine public communal, permettra la construction d'un trottoir, en vue d'assurer la continuité piétonne sur le côté pair de la rue Gérard Philippe. La cession de ce terrain est consentie par la SCI LÉZIGNAN, pour 1 € symbolique. La totalité des frais d'actes et autres taxations liée à la cession de ce terrain sont à la charge du vendeur, étant précisé qu'il est prévu que la Société GB IMMO cédera également, à terme, et dans les mêmes conditions, la parcelle cadastrée section AO N° 383.

Il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition par la commune de Lézignan-Corbières de la parcelle cadastrée AO 381 pour 1 € symbolique,
- D'autoriser M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet, dont l'acte notarié à venir, étant précisé que l'acquisition devra être effective avant le 31 décembre 2024. Dans le cas contraire, la présente délibération deviendra caduque.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Merci. Des questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

**8 – Acquisition de la parcelle AY 0054 en vue d'une intégration future dans le domaine public communal – Annexe**

**M. MASUYER :** Vu l'article L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le courrier adressé par M. Gérard GUEGLIO au Maire de la commune,  
M. Gérard GUEGLIO souhaite céder à la commune de Lézignan-Corbières, la parcelle cadastrée section AY 0054 d'une superficie de 70 m<sup>2</sup>. Cette parcelle a déjà été aménagée par la Ville pour en faire un trottoir et est vouée à être intégrée au domaine public communal.  
Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'acquisition par la commune de Lézignan-Corbières de la parcelle cadastrée AY 0054 pour 1 € symbolique,
- D'autoriser M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet, dont l'acte notarié à venir, étant précisé que la totalité des frais relatifs à cette mutation sera à la charge de la commune. L'acquisition devra être effective avant le 31 décembre 2024. Dans le cas contraire, la présente délibération deviendra caduque.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Merci. Des questions ? C'est une régularisation, puisqu'on a déjà fait le trottoir chez ce Monsieur.

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

**9 – Convention de servitude de passage avec ENEDIS sur les parcelles cadastrées E 214-215-216-217 – Annexe**

**M. Guy VIVÈS :** Vous êtes en possession de l'annexe, dans laquelle il y a le plan et tous les détails concernant cette convention.

Vu les articles L2122-4, L2131-1 et L2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'article 639 du Code civil,

Vu les articles R323-1 à D323-16 du Code de l'énergie,

Vu le projet de convention de servitude ci-annexé,

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, des travaux envisagés par ENEDIS doivent être effectués en empruntant les parcelles cadastrées E214, 215, 216 et 217. Les parcelles appartiennent au domaine privé communal. Cette opération permettra d'individualiser l'abonnement pour la fourniture d'électricité du logement de gardien, du site de Gaujac.

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de servitude de passage annexée à la présente délibération et

- D'autoriser M. le Maire à signer l'acte authentique constituant une convention de servitude devant un notaire, ainsi que toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Merci. Des questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

## **10 – Annulation d'une aide au soutien à l'installation pérenne d'une entreprise artisanale en centre-ville**

**Mme Sylvie DANRÉ :** Par les délibérations n° 2018-031 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le Conseil Municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville. Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle, d'un montant total plafonné à 3 000 €, dont la première partie, soit 1 500 € est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité. Et la seconde, soit les 1 500 restants, après 12 mois. Lors de sa séance du 10 septembre 2024, l'assemblée délibérante a approuvé la demande de premier versement de l'aide directe à l'entreprise TOULOUSE ÉLECTRICITÉ. Le dossier était réputé complet. Or, il s'avère que cette entreprise de travaux d'électricité, gérée par M. Guillaume DENIS, a cessé ses activités depuis cette délibération.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'annuler la décision de versement de la première partie de l'aide à l'installation attribuée le 10 septembre dernier, à la Société TOULOUSE ÉLECTRICITÉ, d'un montant de 1 500 €.
- D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Merci. Des questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

## **11 – Décision modificative n° 2 – Budget principal**

**M. FORCADA :** Donc, budget principal :

- Dépenses : 60 000 € pour le fonctionnement
- Investissement : 230 000 €. Bien sûr en équilibre.

Vous avez, dans les annexes, la destination de l'ensemble des opérations qui ont été réalisées avec, bien sûr, l'équilibre qui s'impose.

Est-ce qu'il y a des questions ?

Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

## **12 – Adhésion au service des missions temporaires du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aude – Annexe**

**M. FORCADA :** Donc le centre de gestion propose un service de remplacement et renfort, permettant aux collectivités du département de bénéficier, à leur demande, de l'affectation de personnel, en vue de pallier l'absence momentanée de l'un de leurs agents et de pouvoir assurer des missions temporaires de renfort pour leurs services. Pour bénéficier de ce service, je propose à l'assemblée délibérante :

- De pouvoir recourir, en cas de besoin, au service de remplacement et renfort proposé par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aude,
- De contracter une convention-cadre d'adhésion au service proposé par le Centre de gestion et,
- D'engager toute démarche nécessaire à l'intervention en tant que de besoin, d'un agent de remplacement et renfort dans les services de la commune.

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'adhésion, donc, de la commune à la convention-cadre au service missions temporaires du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aude annexée à la présente délibération,
- De m'autoriser à procéder à la signature de la convention et de tout acte permettant la mise en œuvre de la présente délibération et,
- D'inscrire au budget le crédit correspondant.

Il convient d'en délibérer.

Est-ce que vous avez des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

Dossier N° 13, le protocole de communication et d'échange d'informations sur l'évitement scolaire entre le parquet, la Caisse d'allocations familiales de l'Aude, la mairie de Lézignan, bien sûr, et la Direction académique des services de l'éducation nationale de l'Aude – Annexe

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **13 – Protocole de communication et d'échange d'informations sur l'évitement scolaire entre le parquet, la Caisse d'allocations familiales de l'Aude, la mairie de Lézignan-Corbières et la Direction académique des services de l'éducation nationale de l'Aude – Annexe**

**M. FORCADA :** Le problème soulevé pour expliquer l'évitement, par rapport, je dis bien à la problématique de la déscolarisation ; l'évitement, c'est lorsque l'enfant n'est pas du tout inscrit dans une école, alors que, bien sûr, la loi impose l'instruction obligatoire, la scolarisation obligatoire. Et pour œuvrer dans ce domaine-là, pour éviter cet évitement scolaire, il a fallu arriver, jusqu'à maintenant, après être passé par différentes étapes avec la CAF, avec le Procureur, bien sûr, avec l'Éducation nationale, bien entendu, par plusieurs étapes, dont une aide par le travers de la Cité éducative qui nous a permis aussi de centraliser toutes les formalisations. Et aujourd'hui, enfin aujourd'hui, depuis le 2 octobre où la proposition m'a été faite par le Procureur, nous avons recensé 62 enfants qui n'étaient pas inscrits sur nos livres pour la rentrée scolaire. Nous avons, bien sûr, affiné la totalité sur l'ensemble des écoles de la ville, y compris bien sûr, l'école privée et nous sommes en cours aujourd'hui, de vérifications sur 180 dossiers, à peu près. Donc, nous avons, par rapport à l'an dernier, eu 12 enfants qui étaient recensés dans l'évitement scolaire et qui ont fait l'objet d'une inscription pour la rentrée scolaire 2024. Ce qui est une bonne chose. Une première réaction.



La contrepartie à ce constat, c'est, bien entendu, la récupération de l'indu. L'indu, ce sont les prestations qui ont été servies au bénéfice de ces familles qui n'ont pas inscrit leurs enfants, à partir de l'âge légal de 3 ans, dans une école. Sauf à dire, bien sûr, qu'il y ait une autorisation spécifique avec l'éducation qui est autorisée à domicile, bien sûr. Mais ça, depuis l'an dernier d'ailleurs, le Maire n'a plus d'avis à donner, puisque c'est l'Éducation nationale qui décide de l'accepter, ou pas. Donc sur ce côté-là, c'est réglé.

Cependant, sur la partie récupération de l'indu, ce sont toutes les prestations qui ont été servies depuis, donc, l'âge légal où l'enfant aurait dû être inscrit, qui doivent être restituées aux services sociaux, c'est-à-dire la CAF. Et ça, ça peut être récupéré sur les allocations actuellement perçues, mais aussi sur une prestation qu'est le RSA. Vous avez vu dans la presse, il y a quelque temps, un premier jet de sanctions, puisque 20 familles ont été convoquées au Tribunal, 13 de Lézignan et elles ont toutes été condamnées, par enfant, et certaines en avaient plusieurs, à 750 € d'amende. Et tout ça, c'est prélevé sur les prestations que je viens de vous indiquer, quelles qu'elles soient, allocations, indemnités, chômage, RSA, etc.

Donc on arrive à la phase de mise en œuvre, et d'après les services de l'État, nous sommes, avec Narbonne, puisque Narbonne était aussi signataire pour cette même convention, les deux seules villes de l'Occitanie à avoir engagé cette mesure, je dirais, de retrouver ou de donner une scolarité pour ceux qui ne l'ont pas, à des familles qui, malheureusement, contribuent à cet évitement scolaire par leur inaction auprès de leur enfant. Et donc, elles sont préjudiciables, et donc justiciables également. Donc cette convention, première d'Occitanie, et d'après le Procureur ça fera date, puisque ce sera proposé dans les autres régions de France également qui n'ont pas encore procédé à ce genre de manœuvre, de mise en œuvre pour donner, je dis bien, un début de citoyenneté à tous ces enfants. Et donc de culture et d'éducation.

Voilà ! Donc si vous avez des remarques. Je suis prêt à échanger si vous le souhaitez. Sinon, je passe au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions ? Je vous remercie c'est adopté.

#### **Sur présentation de son rapporteur,**

#### **Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

**Approuve à la majorité par 29 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de M. Bernard FUMET, et de Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », de M. Freddy NOLOT, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET Sans étiquette) et 2 abstentions (de M. Rémi PÉNAVAIRE et Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan »)**

**M FORCADA :** Oui ?

**M. PUJOL :** Est-ce que vous acceptez de me donner la parole ?

**M. FORCADA :** Oui.

**M. PUJOL :** Merci. M. le Maire, je voulais poser une question sur un sujet qui va être d'actualité très prochainement, sujet oh combien important pour la vie de notre commune, je

veux parler du transfert de la compétence, Eau et Assainissement, à l'intercommunalité. Ce transfert a été rendu obligatoire par la loi NOTRe de 2015, mais tout récemment, le nouveau Premier ministre, lors de son débat de politique générale au Sénat, a fait savoir qu'il souhaitait mettre fin à cette obligation de transfert et de laisser le choix aux collectivités. La décision du Premier ministre était motivée par la préoccupation exprimée par de nombreux maires élus locaux qui craignaient de perdre le contrôle de leur service essentiel pour leur commune, inquiétude que je partage également. Cette préoccupation avait déjà fait l'objet d'une loi du Sénat, mais qui était restée en l'attente et qui n'a pas pu être débattue, suite à la dissolution. Je pense qu'il est, pour moi, essentiel de profiter de l'occasion de conserver l'autonomie de la commune, le contrôle des investissements et, surtout, le contrôle des prix de ces services essentiels à la population. Mais aussi, ne pas oublier notre spécificité, à savoir la chance que nous avons à Lézignan d'avoir nos installations d'eau potable et d'assainissement dans un état général excellent, techniquement adaptées, calibrées, à moitié amorties. Ceci, bien sûr, est le fruit des investissements réalisés par le passé. Je pense qu'il est important de saisir la chance qui nous est offerte d'avoir le choix des transferts de compétences. Trop souvent le transfert des compétences à l'intercommunalité a été imposé, ne laissant aucun choix, aucune autonomie aux maires des communes. Saisissons l'opportunité qui nous est offerte de conserver notre souveraineté. Ma question, M. le Maire, est toute simple. Bien sûr, vous me voyez venir. Êtes-vous en mesure de nous dire aujourd'hui, votre position concernant ce dossier du transfert d'Eau et Assainissement, en fonction du prochain changement de la loi ? Merci.

**M. FORCADA :** La réponse sera brève. J'attends que la loi passe, pour pouvoir me positionner, puisqu'aujourd'hui, aucune loi ne nous permet de regarder cette possibilité de conserver la gestion de l'eau et de l'assainissement. Partant de là, dès que nos législateurs auront tranché sur la loi, moi aussi, je vous proposerai de trancher sur notre situation. Mais pour l'instant, la loi est toujours la même. Elle nous oblige, en 2026, à faire le transfert. Si la loi change, nous verrons dans quelles conditions elle change. Voilà ! Mais je ne peux pas me positionner aujourd'hui, puisqu'elle n'a pas changé.

**M. PUJOL :** Oui, mais elle a très peu de chance de ne pas changer.

**M. FORCADA :** Ah !

**M. PUJOL :** Le 17, le Sénat, en commission des lois, a adopté cette modification à l'unanimité et je pense que l'Assemblée nationale ne devrait pas faire autrement, dans la mesure où c'est une demande qui émane des maires des communes.

**M. FORCADA :** Oui. Dès que se sera exprimée l'assemblée qui va délibérer, cela nous permettra de prendre la décision. Pour l'instant, j'attends. Merci. Je lève la séance. Bonne soirée à tous !

**Monsieur le Maire lève la séance à 19 h 07 minutes.**

---

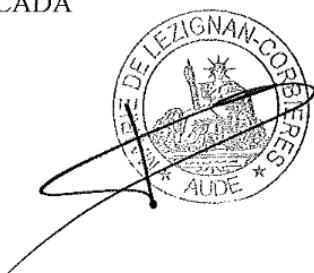
**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans question ni observation**

Procès-verbal établi et clos le 15 novembre 2024.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

**Le Maire,**  
Gérard FORCADA

The image shows a circular official seal of the Municipality of Lezignan-Corbières, Aude. The seal features a central emblem with a sun and a building, surrounded by the text "MAIRIE DE LEZIGNAN-CORBIÈRES" and "AUDE" at the bottom. A large, stylized signature is written over the seal.

**Le secrétaire de séance,**  
Alain-Marc GARCIA

The image shows a circular official seal of the Municipality of Lezignan-Corbières, Aude, identical to the one on the left. A large, stylized signature is written over the seal.